Entretien de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec TF1 le 9 juillet 2026, sur le conflit au Moyen-Orient et les relations avec la Syrie.

2026-07-09

Q - Bonjour Jean-Noël Barrot.

R - Bonjour.

Q - On l'évoquait à l'instant, l'armée américaine, qui dit avoir ciblé cette nuit plusieurs dizaines de cibles en Iran ; les Iraniens, qui ont ciblé des bases américaines… Est-ce que ça veut dire que le cessez-le-feu au Moyen-Orient est bel et bien terminé ?

R - L'Iran a violé l'accord qui a été trouvé avec les États-Unis, violé aussi le droit international en s'en prenant à des navires qui circulaient à l'extérieur des eaux iraniennes.

Q - Donc il est le responsable de la situation.

R - S'en est suivi un cycle de représailles, qui doit cesser pour que, dans ces soixante jours que les deux parties se sont donnés, les engagements soient tenus, que le détroit d'Ormuz soit réouvert, que les hostilités cessent et que s'engage enfin cette négociation dont nous avons besoin pour encadrer strictement le programme nucléaire iranien.

Q - On entend dans votre réponse qu'il y a un appel aux deux parties à cesser les hostilités.

R - Au calme et à la reprise des discussions.

Q - Est-ce que cela veut dire pour autant que vous soutenez ou que vous condamnez les frappes américaines ? Est ce que vous les jugez légitimes?

R - Comme je vous l'ai dit, c'est l'Iran qui, en s'en prenant à des navires qui circulaient dans les eaux omanaises, a violé ses propres engagements, ainsi que le droit international. Des manœuvres qui doivent absolument cesser pour que ces négociations si importantes puissent se poursuivre dans les meilleures conditions.

Q - Donc les États-Unis sont dans leur rôle et sont légitimes à riposter.

R - En tout cas, ils ont riposté à une violation des engagements qui a été pris par l'Iran.

Q - Est-ce que vous êtes convaincu qu'on peut réellement encore sauver ce cessez-le-feu, quand on entend Donald Trump il y a quelques heures qualifier les Iraniens de menteurs, de violents, qu'il dit qu'il ne veut plus parler avec eux ?

R - Ce n'est pas la première fois qu'on entend le président des États-Unis tenir ce genre de propos. On l'a aussi entendu, à l'occasion du sommet de l'OTAN, où il s'est rendu, exprimer son intention, en quelque sorte, que les pourparlers se poursuivent, ce qui est évidemment très important. Puisqu'on l'a dit à de multiples reprises, cette guerre n'a fait que des perdants, à commencer par le peuple iranien, mais aussi les Américains, du fait de l'augmentation du prix de l'essence, et nous aussi. Et nous n'avons aucune intention de continuer à payer le prix de guerres qui ne sont pas les nôtres.

Q - Juste avant d'en venir à l'essence, c'est très important, une petite précision sur le porte-avions Charles de Gaulle. Là, il faisait route retour vers son port d'attache, le port de Toulon. Est-ce qu'il y a un scénario dans lequel il ferait demi-tour pour retourner sur zone ?

R - Non. Vous avez entendu le Président de la République, retour du porte-avions, proche de chez nous, si je puis dire, et puis disposition marquée par la France à participer avec ses moyens militaires à la sécurisation du détroit d'Ormuz par des opérations de déminage, par exemple. Et donc c'est dans le même état d'esprit que nous restons, en souhaitant bien sûr que le calme revienne, que ces opérations de déminage puissent intervenir le plus rapidement possible pour que la navigation reprenne et que, si l'on peut dire, la pression qui s'est exercée sur le prix des hydrocarbures cesse.

Q - Sur Ormuz, plusieurs précisions pour ceux qui nous regardent. Le point de départ de ce nouvel épisode, c'est que des navires dans le détroit ont été frappés par les Iraniens. Les États-Unis ont dit ensuite rétablir leurs sanctions contre le pétrole iranien et les Iraniens réaffirment que le détroit ne rouvrira que selon des modalités iraniennes - on lit, en creux, « avec un péage ». Est-ce que ça veut dire qu'il faut s'attendre à une nouvelle hausse des prix à la pompe, à nouveau dans les jours à venir ?

R - Non, parce que nous sommes opposés radicalement à toute forme d'entrave, de péage ou de chantage dans le détroit d'Ormuz et dans tous les détroits du monde. La liberté de navigation, c'est un bien commun de l'humanité. Il est hors de question de laisser quiconque pouvoir la prendre en otage. Et nous ne sommes pas les seuls à tenir cette position. C'est l'ensemble de la communauté internationale qui voit le péril que représenterait un blocage ou un péage imposé par l'Iran.

Q - Mais vous ne craignez pas de réaction des marchés ? Ça frémit déjà ces dernières heures, avec des légères hausses…

R - Ce qui a fait frémir les marchés, c'est la reprise des hostilités, et c'est ce cycle de représailles qui s'est enclenché après les opérations iraniennes sur des navires. C'est la

raison pour laquelle il est essentiel que ce cycle de représailles cesse et que les discussions reprennent.

Q - En début de semaine, le chef de l'État, le Président français, s'est rendu en Syrie. Vous y étiez également. Patrick Pouyanné aussi. Le PDG de Total, expliquait que la Syrie peut devenir un pays de transit important pour le pétrole qui vient par exemple d'Irak vers la Méditerranée, ce qui offrirait un moyen de contourner Ormuz et d'éviter ce type de difficultés. Est-ce que c'est notre projet ? Est-ce que notre projet, c'est que demain, du pétrole puisse passer par la Syrie pour venir jusqu'en Méditerranée ?

R - Bien sûr. Et effectivement, parmi tous les efforts que nous avons déployés depuis le début de cette crise, il y a aussi l'idée de préparer des voies alternatives pour que nous ne soyons pas dépendants de blocages, ici ou là. Et la Syrie, après avoir renversé le dictateur sanguinaire Bachar al-Assad il y a un an et demi maintenant, est en train de se réunifier, de se renforcer et de devenir potentiellement, en tout cas c'est ce que nous souhaitons, un carrefour pour les échanges économiques, que ce soit dans le domaine de l'énergie, mais aussi dans le transfert des données. Et on peut imaginer d'autres domaines dans lesquels une Syrie renforcée, souveraine et réunifiée, à l'écart de l'emprise de l'Iran et sans ingérence étrangère, puisse être un foyer de stabilité, en quelque sorte, pour le Proche-Orient.

Q - C'est un pays allié, la Syrie de l'ex-djihadiste al-Charaa ? C'est un allié de la France ?

R - En tout cas, nous n'avons jamais cessé de nous tenir aux côtés du peuple syrien, qui a été meurtri par des années de répression sanglante. C'était le premier message que nous venions apporter, avec le Président de la République en Syrie. Nous sommes aux côtés du peuple syrien. Le deuxième élément, c'est que notre vision pour la Syrie., comme c'est le cas pour l'Irak et le Liban, c'est que nous avons besoin, pour notre propre sécurité - vous vous souvenez que c'est depuis le théâtre syrien qu'ont été fomentés certains des attentats les plus barbares dont la France a été victime -, que des pays renforcés, souverains, maîtres de leur destin, c'est la meilleure des choses que nous pouvons espérer pour notre propre sécurité. Et puis les échanges économiques, vous l'avez dit. C'est tout cela que nous sommes allés développer et approfondir avec le gouvernement syrien.

(…)

Q - Merci beaucoup, Jean-Noël Barrot.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 10 juillet 2026

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/304030-entretien-jean-noel-barrot-09072026-tf1-moyen-orient